

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/44
24 janvier 2003

(03-0397)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

TRAITEMENT DES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS ET DES RENSEIGNEMENTS NON CONFIDENTIELS AU TITRE DE L'ARTICLE 6.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING DE L'OMC

Communication de l'Australie

Comme elle l'a noté dans les observations qu'elle a formulées en réponse à la communication des États-Unis (document TN/RL/W/35) qui soulève des questions à examiner plus avant au sujet des procédures d'enquête en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, l'Australie considère que la question du traitement des renseignements confidentiels et des renseignements non confidentiels mérite d'être examinée par le Groupe de négociation sur les règles. Les références faites dans toute la présente communication concernent l'Accord antidumping de l'OMC mais les observations formulées s'appliquent également aux dispositions correspondantes de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

Actuellement, l'article 6.5 de l'Accord antidumping de l'OMC dispose que les renseignements qui seraient de nature confidentielle, ou qui seraient fournis à titre confidentiel seront traités comme tels. Dans le second cas, la question de savoir si les autorités chargées de l'enquête devraient traiter les renseignements comme étant confidentiels dépend de l'exposé de raisons valables. L'Australie note que le Groupe spécial chargé de l'affaire *Guatemala – Ciment II* a constaté, dans son rapport (WT/DS156/R, 24 octobre 2000), que l'obligation d'exposer des "raisons valables" s'appliquait à la fois 1) aux "renseignements qui seraient de nature confidentielle" et 2) aux renseignements "qui seraient fournis à titre confidentiel". Le Groupe spécial a estimé que cette obligation d'exposer des "raisons valables" était imposée à la partie intéressée qui fournissait les renseignements confidentiels en question. Dans la note de bas de page 856 de son rapport, il précise qu'il n'a établi aucune constatation quant à la question de savoir selon quelles modalités des "raisons valables" peuvent être exposées en ce qui concerne des renseignements qui sont "de nature" confidentielle.

En vertu de l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping, les parties intéressées qui fournissent des renseignements confidentiels sont tenues d'en donner un résumé non confidentiel. Ces résumés doivent permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel. L'article 6.5.2 de l'Accord antidumping dispose que si une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée, et si la personne qui a fourni les renseignements ne veut ni les rendre publics ni en autoriser la divulgation sous forme de résumé, les autorités pourront ne pas tenir compte des renseignements en question, sauf s'il peut leur être démontré de manière convaincante que les renseignements sont corrects.

L'expérience australienne

En cas de dépôt d'une demande d'enquête antidumping, l'Administration des douanes australiennes exige que les renseignements concernant le dommage important soient présentés par référence à une indexation dans la version non confidentielle pour aider les parties intéressées.

L'expérience de l'Administration des douanes australiennes montre que lorsqu'une enquête est ouverte, les parties intéressées demandent souvent le traitement confidentiel de renseignements qui ne seraient pas considérés d'ordinaire comme confidentiels. Le cas a pu se produire en raison d'un véritable malentendu ou de l'intention de bloquer l'accès à des renseignements non confidentiels en formulant des demandes infondées de traitement confidentiel. La confusion peut s'expliquer par l'existence de deux éléments sur lesquels il est possible de s'appuyer pour demander le traitement confidentiel des renseignements au titre de l'Accord antidumping: les renseignements sont de nature confidentielle ou leur traitement confidentiel est allégué. Dans le second cas, les parties peuvent considérer qu'il leur revient de demander simplement le traitement confidentiel des renseignements et peuvent se sentir obligées de faire cette demande même si les renseignements ne sont, en fait, pas confidentiels. Cette demande ne devrait être faite que si des "raisons valables" sont exposées mais il n'est donné aucune définition de ce qui constitue des "raisons valables" ni des modalités selon lesquelles ces raisons valables peuvent être exposées.

L'autre question est de savoir dans quels délais un résumé non confidentiel devrait être versé au dossier public. L'idéal serait qu'il le soit au moment où les autorités chargées de l'enquête reçoivent la version confidentielle. Actuellement, l'Accord antidumping est muet sur cette question. De plus, il incombe à la partie qui fournit les renseignements de donner le résumé non confidentiel. Si cette partie souhaite retarder le moment de verser le résumé non confidentiel au dossier public, il n'est actuellement pas possible de faire grand-chose à cet égard.

S'il n'est pas communiqué de résumé non confidentiel, les autorités chargées de l'enquête "pourront ne pas tenir compte des renseignements en question, sauf s'il peut leur être démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que les renseignements sont corrects" (article 6.5.2). Les renseignements de sources "appropriées" ne sont pas définis. Il pourrait s'agir, par exemple, du cas où une visite de vérification à un exportateur confirme certains renseignements obtenus auprès de l'autre exportateur, qui a demandé à tort le traitement confidentiel.

Généralités

La question des renseignements non confidentiels a été soulevée au sein du Groupe de travail spécial de la mise en œuvre de l'Accord du Comité des pratiques antidumping. Une synthèse du débat figure dans le document G/ADP/AHG/W/65.

Il serait utile de disposer d'une définition de ce qui constitue des renseignements "confidentiels". Il existe deux critères permettant de déterminer ce qui est confidentiel, à savoir les renseignements qui seraient de nature confidentielle et les renseignements communiqués à titre confidentiel, mais il a été reconnu, semble-t-il, qu'il n'était peut-être pas nécessaire d'établir une distinction entre les deux. Il a été proposé, au sein du Groupe de travail spécial de la mise en œuvre de l'Accord, de dresser une liste exemplative des renseignements qui pourraient être considérés comme confidentiels.¹ Les renseignements pourraient être considérés comme confidentiels s'ils ne sont pas du domaine public et si leur divulgation risque, entre autres:

- d'avantager de façon notable un concurrent; c'était le cas notamment des coûts de production, des coûts de distribution, des données concernant l'établissement de prix en aval et en amont, des marges de bénéfices et de pertes, certaines conditions de vente, des statistiques concernant les ventes, de données concernant la recherche ou les inventions, des études techniques, des secrets commerciaux concernant la nature d'un produit ou d'un procédé de fabrication, des spécifications de composants, des données relatives à la capacité, à des investissements, aux stocks, aux résultats ou à la

¹ La liste fournie est tirée du document G/ADP/AHG/W/65. Cependant, nous sommes d'avis que "certaines conditions de vente" (premier alinéa) ne relèvent pas des renseignements couramment disponibles.

rentabilité, des détails sur la marge de dumping, des ajustements calculés par l'autorité chargée de l'enquête, etc.;

- d'avoir un effet défavorable notable pour la partie qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui les renseignements ont été obtenus par la partie qui les a fournis; c'était le cas des listes de clients et des listes de fournisseurs;
- d'avoir un effet défavorable notable pour toute partie à laquelle se rapportent les renseignements; c'était le cas des statistiques ou des renseignements concernant la part de marché;
- de porter préjudice à la position commerciale d'une personne qui aurait fourni les renseignements ou que les renseignements concerneraient; c'était le cas des noms des sociétés qui demandent l'ouverture d'une enquête et qui risqueraient d'être victimes de représailles au plan commercial de la part de ceux de leurs clients qui sont aussi des importateurs;
- de compromettre la sécurité ou la défense d'un Membre, ou les relations internationales d'un Membre;
- de compromettre la communication de renseignements aux autorités d'un Membre;
- de compromettre la présentation de renseignements analogues ou émanant de la même source;
- d'aboutir à la divulgation d'un secret commercial;
- de porter atteinte au secret professionnel.

Il semble aussi qu'il soit généralement admis que les renseignements qui sont du domaine public, qui sont présentés, dans le cas d'un dommage important, sous la forme d'un exposé ou qui sont fondés sur des renseignements concernant une société largement disponibles devraient être présumés non confidentiels et ne pourraient donc être considérés comme confidentiels que dans des cas exceptionnels.

En outre, une approche différente pourrait consister à identifier des questions, une définition ou un type de renseignements qui constitueraient des renseignements "non confidentiels" ou seraient considérés comme tels.

L'Accord antidumping ne donne aucune indication sur ce qui constitue un moyen acceptable de fournir un résumé non confidentiel. Dans la plupart des cas, il est peut-être trop difficile de donner des indications significatives. Cependant, il peut être utile de préciser, s'agissant du dommage important, que ces renseignements peuvent être exprimés sous une forme non confidentielle au moyen d'indices numériques ou de fourchettes. Lorsque des demandes d'enquête antidumping sont présentées en Australie, par exemple, les autorités chargées de l'enquête demandent que des résumés non confidentiels établis au moyen d'une indexation soient communiqués en cas d'allégation de dommage important.

Questions à examiner

1. Faudrait-il distinguer, à l'article 6.5 de l'Accord antidumping, les renseignements considérés comme étant de nature confidentielle des renseignements fournis à titre confidentiel, ou la demande devrait-elle concerner les renseignements qui sont confidentiels?
2. La liste exemplative ci-dessus pourrait-elle servir à donner aux autorités des indications sur ce qui constitue des renseignements confidentiels?
3. L'article 6.5 de l'Accord antidumping devrait-il contenir un libellé disposant que les renseignements qui sont du domaine public ne peuvent pas être considérés comme confidentiels?
4. Que signifie l'expression "sur exposé de raisons valables"?
5. Faudrait-il fixer un délai pour la fourniture d'un résumé non confidentiel par une partie?
6. Que signifie le libellé "démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que les renseignements sont corrects" figurant à l'article 6.5.2 de l'Accord antidumping?
7. Faudrait-il veiller particulièrement, dans le cas des allégations de dommage important, à l'utilisation d'indices ou de fourchettes comme méthode appropriée/préférable de présentation d'un résumé non confidentiel de ces renseignements?
8. Cela devrait-il constituer une option dans le cas de toutes les données numériques, par exemple les réponses aux questionnaires données par les exportateurs? À cet égard, il serait reconnu qu'il serait trop contraignant, pour un exportateur, de donner des réponses non confidentielles sur tout ce qui concerne les coûts.

Cependant, il est peut-être possible de communiquer ces renseignements à un niveau plus général, par exemple celui de la main-d'œuvre, des frais généraux et des matières premières.
